



Le grand simulacre

Par [Dominique Muselet](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2020

Thème: [Désinformation médiatique](#)

« *Gouverner, c'est faire croire* » a écrit [Machiavel](#). C'est clairement tout ce que notre société a retenu de ce grand penseur, bien qu'il ait surtout été un grand amoureux de la liberté. Selon lui, pour être autonomes, nous devons vivre dans un État libre, c'est à-dire un État, lui-même libre, où la liberté de chacun se mesure à l'aune de la liberté de tous.

De fait, toute la société occidentale repose sur le faux-semblant, la capacité de « *faire croire* ». Naître dans une telle société est hautement perturbant et déstabilisant car un enfant fait naturellement confiance aux adultes qui l'entourent et quand il s'aperçoit que leurs actes sont loin de correspondre à leurs paroles, il se retrouve coincé dans un double-bind. Ou il « *trahit* » ceux dont il dépend en les démasquant comme des menteurs, des tricheurs, des hypocrites, ou il se trahit lui-même en niant ses perceptions. L'issue de ce combat destructeur dépend de la confiance que l'enfant a en lui-même, et la plupart décident évidemment de s'aveugler au prix de leur équilibre mental. Par la suite, la majorité d'entre eux trompent à leur tour, « *en toute bonne foi* » les enfants dont ils ont la charge.

« *Faire croire* » que notre régime est démocratique

Un des plus gros mensonges sur lequel repose notre société est évidemment l'affirmation selon laquelle nous serions le « *monde libre* » pendant que la plupart des autres pays du monde seraient des « *dictatures* ». Des pays parfois plus démocratiques que les nôtres, au sens où le peuple y a davantage de pouvoir et/ou y est plus écouté, sont ainsi calomniés de la sorte pour, tout à la fois, servir de contre-exemple, nous « *faire croire* » que nous avons beaucoup de chance et saper leur influence ou leur développement (Chine, Russie, Iran) et/ou leur voler leurs ressources (Libye, Syrie, Palestine).

Le Venezuela a le malheur de cocher toutes les cases et il est donc l'objet de sanctions, de tentatives de coup d'état, de sabotages fomentés de l'intérieur par la droite extrême et de l'extérieur par les États-Unis. Sans le soutien de son peuple et de la Russie, Maduro aurait été renversé depuis longtemps et le pétrole pillé par son puissant voisin du nord. Or le Venezuela, malgré les attaques crapuleuses qu'il subit, fait tellement mieux que nous dans la lutte contre le coronavirus, avec l'aide de Cuba, que l'ONU vient de lui demander l'autorisation d'étudier sa stratégie de suppression de la pandémie pour la reproduire dans d'autres pays.

« Depuis le début de la pandémie jusqu'au 1er mai 2020, et malgré le redoublement des sanctions états-uniennes qui l'empêchent d'acheter l'ensemble du matériel médical nécessaire, le Venezuela a limité à 10 le nombre de décès (soit un taux de 0,3 par million d'habitant(e)s), et à 335 le nombre de personnes infectées (avec un taux de guérison de 43% parmi ces patient(e)s qui sont aussitôt pris en charge gratuitement). Pour consulter les

chiffres du Covid-19 au Venezuela et dans le monde, l'OMS a mis en ligne une carte en temps réel ».



Le président Nicolas Maduro avec le masque

Naturellement, les Etats-Unis ne se sont pas contentés de priver le Venezuela de médicaments et de vivres. En pleine crise du Covid-19, [ils ont envoyé une armada](#) dans la mer des Caraïbes. C'est le plus grand déploiement militaire américain dans la région depuis 1989 et l'arrestation de Norriega. Cette fois c'est le président vénézuélien Nicolas Maduro qui est accusé de narco-trafic. Tout cela avec le soutien de l'UE, qui est de tous les mauvais coups.



Attendez-vous à ce que les médias dominants, qui ne peuvent plus maintenant dissimuler le succès du Venezuela, l'attribuent au fait que le pays est une dictature, comme ils l'ont fait

pour la Chine, et, qui plus est, mafieuse !

Faire croire aux droits humains et au devoir d'ingérence humanitaire

La Déclaration universelle des droits de l'homme a été promulguée en 1948.

« Selon ce concept, tout être humain — en tant que tel et indépendamment de sa condition sociale — a des droits « inhérents à sa personne, inaliénables et sacrés » et donc opposables en toutes circonstances à la société et au pouvoir » ([Wikipedia](#)).

Rien de plus noble en apparence que ce concept, mais comme, dans l'état, il ne nous servait pas à grand'chose, nous l'avons complété par le droit d' »*ingérence humanitaire*« , plus opérationnel.

« [L'expression](#) a été inventée à la fin des années 1980 par Bernard Kouchner, fondateur de Médecins sans frontières et homme politique, et par Mario Bettati, professeur de droit international public. Selon eux, certaines situations d'urgence peuvent justifier moralement un « devoir d'ingérence » dans les affaires d'un Etat, remettant ainsi en cause le principe de souveraineté des Etats ».

Nous étions donc fin prêts lorsque [George W. Bush](#) a déclaré, après les attentats de 2001 :

« « Cela va être une bataille monumentale du bien contre le mal, mais le bien l'emportera » ».

Depuis nous « *faisons croire* » que toutes les agressions militaires de l'OTAN, sous commandement étasunien, sont motivées par ce noble objectif. En ont fait les frais, entre autres, la République fédérale de Yougoslavie, en 1999, un état européen allié mais qui avait le tort d'être « *socialiste* » et de constituer « *un [obstacle au triomphe planétaire de l'économie de marché](#)* », la Libye pour l'empêcher de [créer une monnaie africaine](#) et lui voler son pétrole et son or, et la Syrie avec moins de succès du fait du veto de la Russie.

Nous avons atteint les sommets de l'hypocrisie, nous ne pouvons qu'être fiers de nous. Notre aveuglement sur nous-mêmes n'a d'égal que la malhonnêteté et la cruauté avec lesquelles nous traitons les pays qui ne font pas partie de la « *Communauté internationale* », une autre tartufferie, puisque cette communauté ne comprend que les États-Unis et leurs satellites, dont l'UE.

Faire croire à l'État de droit

« Un [État de droit](#) est un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit. Il est fondé sur le principe essentiel du respect ses normes juridiques (ou « primauté du droit »), chacun étant soumis au même droit, que ce soit l'individu ou bien la puissance publique. Il est donc possible pour un particulier de contester les actions de l'État ou d'un dirigeant politique s'il les considère comme illégales ».

Ce serait génial si tous les pays l'appliquaient mais malheureusement ce n'est pas le cas, et là aussi nous sommes à la pointe du progrès, grâce aux États-Unis qui se servent de la loi et du droit quand ça les arrange, pour mettre à terre leurs amis et leurs ennemis, et qui s'en exemptent quand ça les arrange.

Ils se sont dotés, à travers l'extraterritorialité du droit américain, d'un « *puissant instrument de prédation* », selon l'expression de [Jean-Jacques Urvoas](#), souvent assorti de corruption et de chantage car ils ne reculent devant rien. [Hervé Juvin](#) écrivait en 2016 :

« L'application extra-territoriale du droit américain a détruit des entreprises françaises (Alcatel et Alstom notamment), elle a permis d'extorquer des milliards d'euros à des entreprises européennes. Elle s'apprête à attaquer Sanofi, Airbus, Safran et bien d'autres. Elle a pour prétexte la lutte anti-corruption, le respect des embargos américains, le combat anti-terroriste, pour objectif affiché l'efficacité économique, la moralisation des affaires, l'établissement des conditions d'une concurrence libre, ouverte et équitable partout dans le monde ».

Evidemment, plus c'est immoral et inique, plus on s'abrite derrière la morale :

« Ce dispositif à prétention universel s'accompagne d'un affichage moral, toujours précédé de campagnes de presse appuyées par des Fondations et des ONGs mobilisées dans un but de légitimation. »



Le cas d'Alstom est particulièrement exemplaire, car les États-Unis ont été jusqu'à emprisonner, sans charges, le patron d'une filiale, [Frédéric Pierucci](#), pour faire pression sur Alstom. Alstom est une entreprise stratégique qui produit les turbines de nos centrales nucléaires, de sorte que désormais les États-Unis peuvent couper l'électricité de la France à tout moment. Notre gouvernement comprador de l'époque, dont Macron était ministre des finances, a « trahi » la France selon [Arnaud Montebourg](#). Mais bizarrement aucun parti politique n'a jugé utile d'invoquer l'article 68 de la Constitution française pour déclencher la [procédure de destitution](#) du président de la République.

Faire croire à la « *protection* » des populations et au souci du « *bien commun* »

La crise sanitaire que nous vivons aura au moins eu le mérite de mettre en lumière certaines des pires hypocrisies de nos sociétés. Notamment la fiction que ce sont nos dirigeants nationaux qui nous gouvernent et qu'ils le font pour notre bien.

Big Pharma

L'histoire de la Chloroquine est emblématique à ce sujet. Il est clair que ce n'est pas Macron qui dirige, tout Napoléon qu'il se prétende, ce sont les multinationales. Comme chacun sait, la France et le Canada ont interdit la chloroquine alors qu'elle est utilisée presque partout ailleurs. On sait que les laboratoires pharmaceutiques ne veulent pas de la chloroquine contre le virus, parce qu'ils veulent imposer soit un médicament nouveau et cher comme le [Remdesivir](#), soit un nouveau vaccin.

Par contre, *big Pharma* a imposé la chloroquine contre le paludisme il y a des dizaines d'années, alors que, pour prévenir et guérir le paludisme, il existe une plante, beaucoup plus efficace, sans effet secondaire et bien moins chère, l'Artémisia. Mais la chloroquine, dans ce cas, est rentable pour les labos. Ce [documentaire de France 24](#) l'explique très bien. On découvre aussi que l'OMS, qui ne veut pas de l'Artémisia et qui promeut la médication chimique et la vaccination tous azimut, est aujourd'hui financée à 80 % par des intérêts privés.

C'est Pasteur qui a donné ses lettres de noblesse à la vaccination. Un article fort intéressant de Karen Selick relate le combat de Pasteur contre Béchamp. Ils avaient deux approches opposées de la maladie, celle de Pasteur se fondait sur l'éradication du germe et celle de Béchamp privilégiait le renforcement des défenses immunitaires. Pour ce dernier, « [le virus n'est rien, le terrain est tout](#) ». Malheureusement pour nous, mais heureusement pour *Big Pharma*, c'est Pasteur qui était « *habile à s'auto-promouvoir* » qui a gagné.

Le complexe militaro-industriel

En France les médias de masse font l'omerta sur les guerres que la France mène un peu partout dans le monde, au profit des multinationales françaises (Areva au [Sahel](#)) ou étasuniennes. Eux qui ne manquent pas de relever le moindre pas de côté de la Chine, sont restés muets sur l'illégalité des [frappes](#) d'avril 2018 en Syrie. Ils ne trouvent pas davantage nécessaire d'apprendre aux Français que la France est accusée par l'ONU d'être [complice de crimes de guerre](#) au Yémen.

Depuis les manifestations contre la loi travail sous Hollande, l'État français fait aussi la guerre à son peuple. La répression des manifestants, par une police de mieux en mieux armée, a engendré des [actions](#) militantes contre des usines de fabrication d'armes du maintien de l'ordre. Malheureusement, il n'y a pas de mouvement populaire contre les opérations de la France à l'étranger, pourtant souvent illégales et toujours très coûteuses, et le complexe militaro-industriel peut continuer de s'enrichir sans problème à coup de marchés publics.

Les banques

Chaque crise conforte et augmente le pouvoir des banques. L'État ne peut pas se permettre de les laisser tomber :

« *Tout simplement parce que leur chute signifierait la révolution dans les 48h* », comme l'explique [In absentia](#). Si bien que l'État en sera « *réduit à emprunter autant que nécessaire pour les maintenir à flot, avec l'aide de la BCE qui continuera à imprimer tant et plus de fausse monnaie quitte à ce que l'euro perde 40% ou 50% de sa valeur* » (plus on injecte de monnaie, plus ça la dévalue).

Résultat des courses :

« Repousser l'effondrement mondial du système néolibéral ne sera possible qu'au prix de vous ruiner, littéralement. Je ne parle pas de prélever un petit impôt covid, non, je parle de vous amputer de 50% de vos avoirs et de diviser vos revenus à venir par deux. »

Et in Absentia de conclure :

« C'est sûr qu'après ça, on sera concurrentiels, avec des revenus à peine supérieurs à ceux d'un pays sous-développé, et un prix de la vie qui aura doublé. À côté de ça, la situation dans laquelle la Troïka avait laissé la Grèce vous paraîtra presque enviable. Le monde d'après, ce sera l'esclavage, et la dictature à tous les étages, histoire de parer à toute velléité de rébellion ».

Faire croire que la « *transition écologique* » est compatible avec le système capitaliste

La notion de transition écologique a désormais remplacé celles de croissance verte et de développement durable.

Dominique Bourg dans une interview portant sur son livre [Transition écologique, plutôt que développement durable](#) règle son compte au développement durable. Mais, s'il milite pour une 6^{ième} République, il ne mentionne pas une seule fois le système capitaliste.

Simon Charbonneau, lui, fustige tout à la fois :

« Développement durable », « transition », « croissance verte », « économie circulaire », etc., autant d'exercices rhétoriques pénibles qui ne sont que des mensonges au regard de la tragédie en cours que devrait vivre consciemment l'humanité qui, chaque jour, travaille à sceller son destin ».

Et il rend l'oligarchie responsable de cette catastrophe :

« Les grands défis auxquels nous devons faire, parmi lesquels se situent en tout premier lieu la catastrophe écologique en cours, ne sont pas relevés par l'oligarchie, bien au contraire, puisque cette dernière travaille tous les jours à les aggraver tout en prétendant les résoudre! »

Mais lui non plus ne semble pas remettre en question le système capitaliste.

On est donc un peu surpris de voir la CGT se lancer dans le même combat à la suite de Greenpeace. Dans un article intitulé, [Austérité \(rebaptisée sobriété\), dogme vert, chômage et décroissance : triste 1er mai](#) ! Pierre Lévy nous informe que :

« La direction confédérale de la CGT a « co-signé avec deux douzaines d'organisations, dont... Greenpeace, un appel titré, là aussi de manière bizarre «1er-Mai : « plus jamais ça »», qui met en cause «les dérèglements du capitalisme néolibéral et productiviste ainsi que les dysfonctionnements de l'actuelle gouvernance mondiale ».

« Désormais, s'indigne Pierre Lévy, elle souscrit à un manifeste qui se contente de critiquer... les «dérèglements» du premier, et les «dysfonctionnements» du

second... Tout cela pour «affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques». ?? Voilà enfin une revendication facile à satisfaire : le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, vient de marteler la même chose : il faut «faire de la France une économie décarbonée» car «ce serait une erreur historique de bâtir une relance bâclée avec les énergies fossiles». C'est exactement la bataille que mène la Commission ... Et comme le hasard fait décidément bien les choses, le jour même où le texte «1er-Mai : plus jamais ça» était publié, un autre texte paraissait en Allemagne avec précisément la même exigence. Les signataires en sont... une soixante de patrons des plus grosses entreprises, parmi lesquels des amis bien connus de la classe ouvrière : Thyssen-Krupp, Bayer-Monsanto, Allianz ou Deutsche Telekom. ...

Ecologie, «sobriété» et décroissance, un si beau consensus... Merci patron ! On a connu 1er Mai plus conquérant. »

La « sobriété » fait en effet florès. [Simon Charbonneau](#) dans un article intitulé [Austérité imposée et sobriété volontaire](#), la justifie ainsi :

« On peut estimer opportune l'austérité imposée par l'implosion de la croissance dans la mesure où sa contrainte encouragera nécessairement les démarches de **sobriété** volontaire au niveau individuel comme collectif. »

Autrement dit, à force d'être contraint à l'austérité, les populations seront trop heureuses de pratiquer la sobriété volontaire. Là encore, aucune remise en cause du système établi, même pas de la dette dont la plus grande partie est pourtant [illégitime](#).

Même [Emmanuel Todd](#), pourtant un esprit libre prompt à déceler les arnaques et autres simulacres, embrasse avec enthousiasme la sobriété heureuse :

« Mais l'idée d'une écologie qui s'intégrerait à la nouvelle morale, explicite, de sobriété aurait quelque chose de merveilleux. Il faut définir une écologie démocratique. La sortie de l'euro va nous libérer mais il y aura après une phase dure quoi qu'il arrive. Dans un tel contexte, la notion morale de sobriété permettrait l'éclosion d'une écologie d'un genre nouveau, qui répartirait sur toutes les catégories sociales les efforts à faire. »

Faire croire que le virus covid-19 est dangereux

[Jean-Dominique Michel](#), dans une vidéo virale du 26 avril, exprime, avec verve, une position proche de celle du professeur Raoult :

« D'après ce qu'on sait aujourd'hui, les caractéristiques de l'épidémie de Covid-19, en termes de contagiosité, de dangerosité et de létalité sont exactement les mêmes que les épidémies d'influenza qu'on a eues chaque année. Mais depuis le début on a un traitement médiatique halluciné qui en fait une catastrophe planétaire... Ils disent : heureusement qu'on a confiné alors que c'est l'inverse qu'il aurait fallu faire, il fallait dépister et surtout pas confiner ... Les morts sont des morts politiques, conséquence d'une politique sanitaire imbécile et létale. Ils disent : regardez comme le virus est dangereux ! On marche sur la tête, on a atteint un degré incroyable de malhonnêteté et de perversité ».

Pour lui, si on peut comprendre que les gouvernements qui n'étaient pas prêts (ceux qui étaient prêts n'ont pas confiné) aient pris au départ de mauvaises décisions, mais on ne comprend pas que, les faits leur donnant tort, ils s'enferment dans un « *déni de réalité* », au lieu de « *corriger le tir* ». Selon lui,

« la désinformation et la propagande tiennent lieu de politique publique dans nos pays » et « l'essentiel de la production scientifique est falsifié » parce que « les revues appartiennent à l'industrie pharmaceutique ».

Il s'indigne de ce que « *les vrais facteurs de risque : la pollution, la mal bouffe, le stress et la sédentarité* » soient ignorés alors qu'ils sont à l'origine des décès du covid-19. Pour lui, tout cela est :

« révélateur de la nocivité systémique d'une civilisation qui privilégie les intérêts privés au bien de la population et du déni d'humanité d'une administration rabougrie ».

Où trouver de l'aide ?

En l'absence d'une véritable opposition politique et/ou syndicale au règne des propriétaires privés capitalistes des moyens de production qui, pour mieux s'approprier toute la richesse que nous produisons par notre travail, veulent nous réduire en esclavage, qui va donc nous défendre ?

Peut-être les [tribunaux](#) :

« Un tribunal d'arrondissement de Prague a redonné aux Tchèques une plus grande liberté. Le tribunal a décidé il y a quelques jours que les restrictions de sortie à cause du Corona ne reposaient pas sur une base juridique suffisante et étaient donc inadmissibles.

En Israël, un tribunal a décidé que la surveillance des téléphones portables des patients atteints de virus doit être arrêtée en raison de l'absence de base juridique.

En Bavière, l'interdiction de vente des grands magasins a été déclarée inconstitutionnelle par la cour. »

Pour conclure, avez-vous remarqué que plus quelqu'un met en avant quelque « valeur » que ce soit, moins il l'applique lui-même ? Avez-vous remarqué que les états moins puissants, et donc plus en butte aux critiques, sont aussi les moins menteurs ? Avez-vous remarqué que le mot « effectivement » revient à chaque phrase dans la bouche de gens qui ne font que nourrir la psychose, à longueur de journée, à la TV ; des gens pour qui il n'y a absolument rien d'effectif, rien de concret, ni les morts en Ehpad, ni les [dommages collatéraux](#), ni le confinement, ni les amendes, ni rien, parce que leur statut les protège de tout ?

Dominique Muselet

Cet article a également été publié par [salaireavie.fr](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dominique Muselet](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Dominique Muselet](#)

A propos :

Dominique Muselet a passé la première partie de sa vie dans le Nord de la France. Après des études universitaires, elle a enseigné quelques années en Collège, avant de passer dans le monde de l'entreprise, à différents postes de direction. Elle a vécu dans plusieurs pays étrangers : Cameroun, Canada, Inde, Palestine/Israël, Mexique. Ces séjours prolongés dans des pays pour beaucoup soumis à l'impérialisme occidental, l'ont aidée à mieux comprendre les rapports de force géopolitiques. La tragédie que vivent les Palestiniens et leur lutte pour la liberté l'ont particulièrement touchée. Depuis qu'elle est revenue s'installer en France à Paris, elle s'efforce de partager sa large expérience économique, politique, géopolitique et spirituelle à travers ses traductions et ses articles.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca